17 janvier 1975-17 janvier 2015, la loi sur l'avortement a 40 ans. MANIFESTATION NATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES. En avant toutes ! Nous devons continuer le combat ! Le droit à l'avortement, des années de combat

Depuis 1920 : les femmes ont l'interdiction de disposer de leur corps. Leur vie sexuelle se réduit au droit à la reproduction.
1971 : publication du Manifeste des 343 femmes qui déclarent avoir avorté.
1972 : procès de Bobigny.
1973 : publication du Manifeste des 331 médecins déclarant avoir pratiqué l'avortement et création du MLAC (Mouvement pour la Liberté de l'Avortement et de la Contraception). Celui-ci se livre à une pratique illégale de l'avortement par la méthode par aspiration.
Le 17 janvier 1975 : promulgation de la loi sur l'avortement (précédée d'une loi autorisant la contraception). Elle est adoptée pour 5 ans à l'essai.
6 octobre 1979 : Nous sommes 50 000 dans la rue pour confirmer définitivement la loi.
1982 : obtention du remboursement de l'IVG après de nouvelles mobilisations.
Durant les années 90 : actions de commandos contre les CIVG.
27 janvier 1993 : obtention par la CADAC [1] du délit d'entrave à l'IVG.
Loi du 4 juillet 2001 : l'ANCIC [2], la CADAC et le MFPF [3] obtiennent la loi qui reconnaît comme droit unique, le droit à la contraception et à l'avortement. Enfin l'IVG sort du Code pénal !

Le combat des femmes pour le droit à disposer de leur corps est un combat permanent.

Le droit à l'avortement est toujours fragile. En Espagne, il a bien failli ne plus exister. Sans les manifestations massives de rue et la solidarité internationale, les femmes de ce pays ne pourraient plus accéder à ce droit.

En France, de nos jours, la loi Bachelot sur l'hôpital dite loi « Hôpital Patients Santé Territoire » entraîne, entre autres, la fermeture de nombreuses maternités où sont pratiquées les IVG. Ces fermetures compliquent l'accès à l'avortement et tendent à le réduire gravement.

Prenant appui sur la crise financière de 2008, les gouvernements successifs nous imposent des politiques d'austérité. Tout en faisant des cadeaux au patronat, ils détruisent les services publics : réduction de personnel et de moyens, privatisations, fermeture de structures notamment dans la santé.

Les conséquences de ces choix politiques touchent de plein fouet les femmes. En effet, ce seront-elles qui s'occuperont à la maison des malades, des personnes âgées etc… et abandonneront leur travail !

Ces réductions de dépenses mettent en péril l'existence des associations qui luttent pour les droits des femmes.

Les mouvements réactionnaires sont à l'offensive, réactivent et développent leurs réseaux. Ils véhiculent et déversent des idées nauséabondes, anti démocratiques, rétrogrades, sexistes, LGBTIphobes. Ils rêvent d'une vision de la famille passéiste et de renforcer encore les inégalités femmes/hommes.

Le gouvernement n'a cessé de reculer devant eux : sur les ABCD de l'égalité, sur les stéréotypes de genre. Il a aussi reculé sur la PMA pour toutes les femmes qui était pourtant une promesse du candidat Hollande. A contrario, il reste inflexible sur nos revendications.

C'est pourquoi le mouvement féministe appelle à reprendre la rue pour : l'abrogation de la loi Hôpital Patients Santé Territoire le maintien et le développement des services publics un centre d'IVG dédié par hôpital avec le choix de la méthode des moyens pérennes pour les associations la PMA pour toutes les femmes le rétablissement, développement et extension des ABCD de l'égalité En 1975 on s'est battues,on a obtenu

des nouveaux droits !

En 2015, il est grand temps de reprendre la rue ! En avant toutes : le 17 janvier 2015, 14 h 30 à Bastille !

Premiers signataires : CNDF, ACTIT, ANCIC, Association Bi'Cause, Association de Solidarité avec les Femmes Algériennes, Atalante Vidéos Féministes, ATTAC, CADAC, Collectif 8 mars pour Toutes, Collectif 13 pour les Droits des Femmes, Collectif 20è/Tenon, Collectif Droits des Femmes 80, Collectif féministe contre le Viol, Coordination Lesbienne en France, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Conseil démocratique kurde de France, Éditions iXe, EELV, les éfFRONTé-e-s, L'égalité c'est pas sorcier, Ensemble !, Fédération Nationale Solidarité Femmes, Fédération Sud-Santé Sociaux, Féminisme Enjeux -Théâtre de l'Opprimé, Féministes pour une autre Europe, Femmes égalité, Femmes en lutte Bagnolet, Femmes migrantes debout, Femmes solidaires,FièrEs, Fondation Copernic, FSU, Inter LGBT, Jeunes de l'Union Démocratique Bretonne, Lesbiennes of Color,Ligue des droits de l'Homme, Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie, Maison des Femmes de Montreuil, Marches Mondiales des Femmes,Mouvement du Christianisme social, MJCF, NPA, Parti de Gauche, PCF, Planning Familial, Rajfire, Regards de Femmes, Si les femmes comptaient, Snuep-FSU, Snuep Fsu Paris, SNUipp-FSU 13, SYRIZA Paris / FRANCE, Union des Femmes Socialistes (SKB), Union Syndicale Solidaires. Avec le soutien de SOS Homophobie.

fichiers: Télécharger tract_17_ok.pdf (558.57 Ko)

Public: Égalité / Discriminations

- -A
- +A
- Version imprimable
- version PDF

Leave this field blank